

Un entretien avec Jean-François Legrain, chercheur CNRS

L'Intifada en manque

Quelles sont les structures dirigeantes en Palestine ? Comment s'effectue le renouvellement des élites ? Quelles sont les relations qu'entretient la société palestinienne avec le pouvoir central et sur quel système de représentation et d'identification reposent-elles ? Peut-on parler de crise du leadership national et quelles sont ses répercussions sur la conduite de l'Intifada ? Quel est le rapport des forces entre nationalisme et islamisme ?

Sur ces questions et sur bien d'autres, le chercheur Jean-François Legrain, fin connaisseur des dynamiques à l'œuvre sur la scène palestinienne depuis la première Intifada, nous donne un éclairage inédit qui tranche avec les poncifs et les simplifications, trop souvent véhiculés par certains médias.

Un entretien conçu pour donner à comprendre les structures et les enjeux, loin de l'actualité brûlante et des questions de conjoncture.

PLP : Depuis plusieurs années, vos recherches vont conduisant à remettre en cause la vision communément admise d'une nation palestinienne constituée en société politique intégrée et « moderne », sur le modèle occidental, où les liens de sang et de solidarité n'entrent pas ou peu en ligne de compte. Vous soutenez, au contraire, que c'est le jeu des solidarités locales qui détermine les appartenances ou l'adhésion,

et non l'orientation ou l'affiliation politique et idéologique. Qu'en est-il ?

◀ **Jean-François Legrain** : Ce n'est pas une interprétation mais une constatation qui se fonde sur les comportements (de la population et du pouvoir) lors des élections législatives palestiniennes de 1996. Avec un taux de participation massif, ce scrutin général — le premier de cette nature depuis 1967

qui porte sur l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza — a constitué un outil objectif majeur de compréhension du fonctionnement politique de la société palestinienne.

Invalidant le discours dominant sur la centralité des partis politiques et de l'adhésion organisationnelle, la caractérisation du lien entre le vote et le votant montre que les gens ne se prononçaient pas sur un contenu idéologique ni même sur un programme politique. Il s'agissait, en fait, d'exprimer, à l'occasion de ce scrutin national, une allégeance à un pouvoir central dans l'attente, en retour, de la défense des intérêts de chacune des communautés locales cimentées par des liens préexistants de solidarité. Ce qui fonde cette solidarité, ce ne sont pas uniquement les liens de sang, mais également un système d'alliances qui s'exprime à l'échelle du territoire. Il est ainsi possible de dessiner les limites de cette solidarité de terroir de façon très précise.

PLP : Quelle est la cartographie de ces « espaces locaux de solidarité » et comment fonctionnent-ils concrètement ?

◀ **J.F.L.** : Ce sont les gens qui dessinent cette géographie, sans d'ailleurs nécessairement l'exprimer. Ils vivent cet espace local de solidarité au quotidien, dans leurs alliances matrimoniales, leurs pratiques économiques, dans la réalité des liens sociaux... Ces unités restreintes renvoient aux quartiers au sein de la ville, à la ville face aux villages et aux camps ; à des groupes de villages face à d'autres groupes, à la ville et aux camps ; à un camp de réfugiés face à la ville, aux villages ou même à d'autres camps. Cette configuration fonctionne ensuite sur la base d'un jeu d'alliances (amis/rivaux) pour déboucher, *in fine*, sur un système globalement tripolaire.

de projet politique

© Georges Bortoli (Maxppp)

PLP : En quoi ce découpage a priori courant a-t-il ici une pertinence propre ?

◀ **J-F.L.** : Le grand intérêt de ce scrutin aura été de désigner une continuité sur plus de deux siècles. Les bouleversements politiques, économiques et démographiques majeurs qui ont frappé la société palestinienne depuis 1948 n'ont, en effet, pas entamé les cercles de solidarité mis en place dès la fin du XVIII^e siècle. J'en ai été le premier étonné. Ainsi les campagnes ne se comportent pas comme un tout ; en leur sein, il y a des groupes rivaux ou alliés dont la géographie, identifiable dans les découpages administratifs ottomans, demeure une réalité aujourd'hui encore. Autour des « grandes familles » s'agrègent des familles alliées. Il est vrai que les notables matérialisent la continuité du système, mais ce jeu de solidarité n'est pas un comportement de notables uniquement, l'ensemble du corps électoral s'y est reconnu.

Le notable n'est pas reconnu comme un chef politique au sens idéologique, mais il constitue, avec sa famille, le passage quasi obligé pour la défense des intérêts locaux.

PLP : Ancienne société majoritairement rurale, la société palestinienne s'est non seulement beaucoup urbanisée, mais elle a aussi connu des déracinements majeurs, des déplacements de population, l'expérience de l'exil, les effets destructeurs de l'occupation. En plus de cinquante ans, l'espace, mais aussi les relations sociales, ont subi des changements radicaux. Comment expliquer cette permanence des « solidarités » anciennes et traditionnelles ?

◀ **J-F.L.** : En Cisjordanie et à Gaza, les gens se sont éloignés de la terre, mais même lorsqu'ils ont du aller chercher du

travail en ville, ils sont restés liés à leurs villages. Lorsque la distance entre le village et le lieu de travail est trop grande les gens prennent une location ou habitent chez des parents ou chez des amis, mais dans l'immense majorité des cas ils conservent des liens très étroits avec le village ou la ville d'origine. Il y a toujours la maison familiale où habitent les parents ou les grands-parents, celle où la famille élargie peut se retrouver et où elle conserve son point d'ancrage. Il y a donc une permanence dans le lieu d'habitat d'origine, à la campagne comme à la ville, et la mobilité géographique est relativement limitée. Même en cas de mobilité sociale, si un villageois s'enrichit considérablement, il préférera se construire une maison beaucoup plus luxueuse dans son village plutôt que de s'installer en ville.

Ce système local n'est pas enfermé sur le clan. Il s'appuie certes sur les liens du sang mais les relations entre le clan et le pouvoir central ou régional ne sont pas figées. Des alliances sont passées au niveau local, le clan sachant articuler ses propres intérêts à ceux, plus généraux, de l'espace local de solidarité. Dès lors, le système politique national ne peut fonctionner sans tenir compte de cette organisation à la fois locale et clanique. A la différence des autres organisations politiques longtemps cataloguées à gauche comme le FPLP, le FDLP ou le Parti communiste palestinien (devenu le PPP), le Fatah, mouvement national sans véritable programme idéologique ou social de transformation de la société, n'a jamais rompu avec le système des solidarités locales ; il a au contraire toujours su en jouer. D'où son enracinement en tant que mouvement populaire de masse. A l'inverse, les groupes plus « modernes » et idéologiques sont restés quasi grou-

pusculaires, tout au moins en Cisjordanie et à Gaza, (sauf le FPLP dans certains camps mais peut-être y avait-il des raisons locales là aussi), en refusant de tenir compte de ce fonctionnement de la société. C'est à l'extérieur, dans l'exil, que Fatah s'est imposé comme centre politique national, après l'avoir emporté sur les autres organisations de la guérilla. A partir de là, cette formation politique a eu la prétention, légitime, de prendre la place du pouvoir hachémite. Il y a donc eu transfert, dans les années soixante-dix en Cisjordanie, des allégeances politiques locales palestiniennes envers le pouvoir central jordanien vers le Fatah, sans transformation du système d'alliances et d'intérêts. Le Fatah a ainsi joué d'un mode de fonctionnement « traditionnel » dans lequel il s'est glissé et qui était auparavant au service des intérêts du système hachémite.

PLP : L'ethno-localisme constitue, selon vous, l'ultime ressort de la mobilisation mais aussi, un mécanisme de préservation de la société. Y voyez-vous les raisons profondes de la paralysie du leadership national palestinien ? Comment le processus d'indépendance nationale peut-il faire l'économie d'une « structuration nationale » ?

◀ **J-F.L.** : L'absence d'État et les guerres de 1948 puis de 1967 n'ont fait que renforcer la continuité du système. Ce mode de fonctionnement est d'ailleurs commun à toute la région (Liban, Syrie, Jordanie). Mais dans le cadre d'États nationaux constitués, ces solidarités ont pu connaître un certain affaiblissement, car l'existence même des peuples n'était pas menacée. Le peuple palestinien, lui, était menacé de disparition, ce qui explique le maintien, voire le renforcement, des solidarités locales préexistantes à la Nakba. Elles ont alors joué ●●●

○○○ Un entretien avec Jean-François Legrain

le rôle de cadre d'auto-protection de la société face aux agressions de l'occupation israélienne, à ses tentatives de « sociocide » selon les termes de Jean Métral.

Il est faux de dire qu'il n'existe pas de structuration nationale, mais elle ne peut faire l'économie de ces solidarités. De même, la lutte pour l'indépendance doit aussi en tenir compte. La grande force de Yasser Arafat est qu'il est apparemment le seul dirigeant à savoir et pouvoir jouer de toutes ces solidarités. Il n'a jamais cessé en tout cas de le démontrer.

Il est difficile de constituer un leadership unifié avant l'indépendance palestinienne. Les formations et partis de gauche ont longtemps soutenu que l'existence d'un leadership national incontesté était l'une des conditions de la réalisation des aspirations nationales. Mais ils ont échoué car la société ne fonctionne pas comme ça.

PLP : Vous dites que la direction actuelle de l'Intifada Al-Aqsa semble avoir compris ce localisme, ou du moins s'appuie sur lui ?

◀ **J-F.L.** : Non. Il s'agit là d'une approche beaucoup trop positive de l'Intifada. A la différence de la première Intifada, celle d'aujourd'hui n'a aucun programme. En 1987, le soulèvement avait un programme politique élaboré par un commandement national unifié qui regroupait les quatre grandes organisations (Fatah, FPLP, FDLP, PC) et avait mis en place un réseau de comités populaires locaux. Le commandement unifié articulait donc une pratique de mobilisation au jour le jour à un programme politique à court et à long termes, y compris dans le domaine diplomatique.

Alors que la première Intifada s'appuyait sur les espaces de solidarité locales, que les comités populaires locaux en étaient l'expression et transcendaient les clivages idéologiques (tous les groupes étaient représentés), la seconde Intifada, depuis septembre 2000, n'a aucune véritable stratégie d'unification à partir des capacités de mobilisation locale. Le soulèvement est donc devenu l'expression d'un localisme débridé où chacun fait jouer ses intérêts propres.

PLP : Pourquoi contestez-vous la grille d'analyse du politologue Khalil Shikaki qui voit dans l'Intifada actuelle une lutte de pouvoir entre une « jeune garde » nationaliste de l'intérieur qui mise sur la lutte armée pour obtenir une séparation unilatérale avec Israël, sans négociations, et une « ancienne garde » qu'il qualifie d'autoritaire et de corrompue (ancienne OLP devenue Autorité nationale) qui assurerait son maintien via le retour exclusif au processus d'Oslo ? De façon plus globale, n'y a-t-il pas une vraie crise dans le renouvellement des élites ?

◀ **J-F.L.** : Le grand reproche que je fais à Shikaki est qu'il élève au rang de critère scientifique unique celui d'une opposition générationnelle. Ce poncif - des jeunes aspirent au pouvoir et tentent de prendre la place des anciens qui défendent leur place - est vrai partout, mais on ne peut le considérer, dans le cas palestinien, comme résumant à lui seul toute la réalité. On ne peut pas opposer une « vieille garde », « ceux de Tunis » (les « returnees »), supposés dotés d'un programme politique précis et unique lié à la défense d'Oslo, à une « jeune garde », qui serait exclusivement composée des gens de l'intérieur œuvrant à une séparation unilatérale avec Israël par le biais de la lutte armée. La réalité démonte la cohérence construite par Shikaki. On peut trouver des « vieux » qui récuse Oslo et souhaitent la séparation unilatérale, et des « jeunes » qui continuent à penser dans le cadre d'Oslo et sont convaincus qu'il n'y a pas d'issue sans négociation politique. Shikaki se trompe en travestissant en fait une analyse basée sur le seul clivage intérieur/extérieur (Cis-jordanie et Gaza/OLP ex-Tunis). Cette analyse a été dotée d'une certaine pertinence au début de l'autonomie, mais

demande aujourd'hui à être interrogée plus finement.

Si l'on applique la grille de Shikaki, les « Phalanges des martyrs d'Al-Aqsa » (groupes armés de Fatah) devraient être la quintessence de la « jeune garde ». Or ce n'est pas du tout le cas, comme le montre l'étude que j'ai réalisée sur ces Brigades. La sociologie des premiers noyaux des Phalanges montre une coopération entre des « jeunes » de l'intérieur et des « vieux », militaires de l'OLP qui ont fait toutes leurs armes en Jordanie, à Beyrouth ou ailleurs.

Par ailleurs, bon nombre de cadres de l'Autorité sont des « jeunes » de l'intérieur qui sont aussi passés par Tunis, comme Jibril Rajoub, Mohammed Dahlan, Marwan Barghouti... Ils ont été intégrés et cooptés. Eux aussi ont participé à la reproduction du système et sans leur intégration dans l'OLP, puis dans l'appareil (l'Autorité), ils ne seraient sans doute rien. Si Marwan Barghouti a réussi à figurer parmi les leaders nationaux potentiels, à la différence de Hussam Khader, le député du camp de Balata près de Naplouse (alors que tous les deux sont

issus de Fatah), c'est parce que ce dernier n'a pas su « jouer » de façon aussi subtile que Barghouti et qu'il s'est opposé directement à Yasser Arafat. Cette position l'a totalement marginalisé. Barghouti aujourd'hui se retrouve doté d'une place importante dans le système palestinien, mais il est inexact de lui attribuer le rôle de fondateur des

Par un subtil jeu dans le domaine militaire (la « résistance »), national (la « libération » à laquelle a succédé la « construction de l'État ») et financier (les revenus issus de la « confrontation » tirés des Palestiniens exilés et des États), Fatah s'est imposé dès les années soixante-dix comme centre de pouvoir et il le demeure.

Brigades des martyrs Al-Aqsa. Les brigades armées de Fatah (et les Martyrs d'al-Aqsa ne sont pas les seules) n'ont jamais été le fruit d'une décision individuelle ou d'un groupe d'individus jetant les bases d'une organisation dotée d'une structure hiérarchisée, d'une idéologie précise et d'une pratique unifiée. Leur création est le produit d'une histoire



© Benoit Templier. Toutes les rues des villes palestiniennes sont couvertes de portraits des « martyrs ».

longue, où des individus aux parcours souvent semblables - mais pas toujours - se sont rencontrés, ont créé des cellules, pendant que d'autres cellules apparaissaient à d'autres endroits. A certains moments, ils ont pu agir ensemble, mais sans structure directrice.

PLP : Vous parlez d'une vieille coupure entre le pouvoir central et la société et de la perception de l'Autorité palestinienne comme organe extérieur, non intégré. Pourtant l'Autorité, c'est-à-dire la bureaucratie politico-militaire forgée dans l'exil, est parvenue, depuis son retour, à conserver sa position dominante, en démontrant sa capacité à gérer et à arbitrer les contradictions entre les forces sociales, les grandes familles, les clans régionaux etc. N'y a-t-il pas là, au contraire, une étonnante intégration après tant d'années d'exil ?

◀ **J-F.L.** : Non seulement, je ne conteste pas que l'Autorité palestinienne ait une capacité de comprendre les solidarités locales, mais je considère qu'elle ne tient que parce qu'elle en joue. D'une certaine façon, le pouvoir a besoin des solidarités locales alors que les solidarités locales peuvent se passer - au moins provisoirement - du pouvoir central. Ce que montrent mes recherches, c'est que l'Autorité est en grande partie constituée de gens qui sont avant tout l'expression de leurs solidarités d'origine ; en les intégrant comme tels l'Autorité, en tant que pouvoir central, reconnaît l'existence de ces cercles locaux ; en retour d'avantages matériels qui transitent par ces cercles « délégués », les cercles locaux accordent et renouvellent leur allégeance au pouvoir central. L'Autorité ne gouverne pas au sens « moderne » du terme, en se situant idéalement au-dessus des intérêts partisans ou spécifiques. Nous sommes en présence, en Palestine, d'un système néopatrimonial, selon les termes de la sociologie politique. Et il faut faire la différence entre le clientélisme, cœur

de ce système, et la corruption (qui peut bien évidemment également exister comme elle existe dans les régimes dits « modernes »). Dans un tel système, le chef maintient son autorité via ses réseaux de patronage plutôt que via la loi et l'idéologie et c'est à une personne et non à la fonction que la population fait allégeance en échange de laquelle elle attend emplois dans le secteur public, investissements locaux, amélioration du quotidien, etc.

Dans un tel système, le pouvoir n'est pas l'expression de la volonté majoritaire du peuple dans lequel celui-ci se reconnaît et la circulation des hommes entre le pouvoir et la population ne signifie pas l'intégration des deux. Par un subtil jeu dans le domaine militaire (la « résistance »), national (la « libération » à laquelle a succédé la « construction de l'État ») et financier (les revenus issus de la « confrontation » tirés des Palestiniens exilés et des États), Fatah s'est imposé dès les années soixante-dix comme centre de pouvoir et il le demeure. Les diverses structures de l'Autorité (comme celles de l'OLP autrefois) sont au service du pouvoir et de son chef dans la pérennisation du système.

Cette coupure entre le pouvoir et la société a fonctionné dans le cas palestinien dans une dialectique « extérieur/intérieur ». A partir de 1994, elle s'exprime dans le discours dominant « de l'intérieur » sur la corruption supposée des *retournees*. Tous ceux qui sont rentrés au pays ont ainsi

été qualifiés de « Tunisiens ». Ces accusations de corruption renvoyaient à une vision totalement dichotomique de type eux/nous ; « eux » : les VIP, riches, corrompus et immoraux venant de l'extérieur, et « nous », les gens issus du terrain, purs, religieux, exploités... De leur côté, les *retournees* ont toujours tenu un discours inverse visant à minimiser cette coupure, voire à la nier.

La réalité est bien évidemment plus complexe et s'inscrit dans le patrimonialisme que je viens de décrire. Les

structures du pouvoir, dans les domaines politique, économique, ou sécuritaire, s'apparentent à un kaléidoscope. Dans la quasi-totalité des domaines, de multiples institutions sont dotées de compétences redondantes. Telle administration est majoritairement tenue par des gens de l'extérieur, telle autre, au contraire, par des gens de l'intérieur. A côté des ministères fonctionnent ainsi des « Autorités », des « Hauts comités », dont les chefs sont parfois gratifiés du grade de « ministre ». Mais qui détient le pouvoir réel, le ministère (et lequel parmi des ministères eux-mêmes redondants) ou l'Autorité, la structure régie par des *retournees* ou celle détenue par des gens de l'intérieur ? Chacun, en réalité, *retournee* ou non, a sa place dans le système complexe de redistribution dans lequel la décision ultime revient au chef.

PLP : Selon le sociologue palestinien Jamil Hilal, seule l'élite économique montre un net déséquilibre en faveur de la bourgeoisie expatriée (diaspora), au détriment des entrepreneurs locaux. Parlez-vous cette analyse ?

◀ **J-F.L.** : Je n'ai pas étudié de près cette question, mais il semble qu'il y ait de nombreux contre-exemples. Les gros entrepreneurs de Cisjordanie et de Gaza n'ont jamais été isolés, ils ont toujours été en étroite liaison avec des membres de leurs familles vivant de l'autre côté du Jourdain ou installés dans le monde arabe ou ailleurs. Les familles dirigeantes

○○○ Un entretien avec Jean-François Legrain

des grandes entreprises d'Hébron ou de Naplouse ont toujours un frère, un cousin, un oncle, à Amman ou ailleurs. Les flux financiers sont transfrontaliers.

Bon nombre de responsables politiques palestiniens ont également une assise économique très forte ; inversement, il est rare qu'un entrepreneur se prive de

Le leadership ne peut se créer sur la base d'une idéologie alternative, puisque toute alternative est vouée à l'échec du fait de l'occupation israélienne. Face à une telle négation des aspirations nationales palestiniennes de la part de l'occupant israélien, le seul discours qui a de la force est le discours religieux. D'où le poids de Hamas, non pas tant en tant que discours politique mais en tant que pratique identitaire.

moyens politiques. Mais ce n'est pas forcément la même personne. On retombe sur le jeu des familles : il y a celui qui a la responsabilité économique et celui qui est son représentant ou son défenseur politique.

PLP : L'état de vos recherches vous permet-il de dresser une carte précise de ces centres de pouvoir ?

◀ **J-F.L.** : C'est l'objet de mes recherches actuelles et de mon prochain travail de terrain.

PLP : Quelles sont les répercussions à court et moyen terme du blocage du projet d'indépendance nationale ? Entraîne-t-il une recomposition dans le fonctionnement du politique ?

◀ **J-F.L.** : Les dynamiques à l'œuvre sont des dynamiques d'effondrement ou même de destruction. L'Intifada en est l'un des témoins puisque l'impasse politique par rapport à la création d'un État fait qu'on assiste à une explosion de forces dans tous les sens. Partout les localismes l'emportent, au mépris du national qui n'est plus dynamisé par un projet politique considéré comme pouvant

entrer dans la réalité. On voit surgir des petits chefs locaux qui se battent entre eux. On a même vu des enlèvements de gouverneurs, des agressions contre des membres de l'establishment, des mitraillages de maisons etc. Depuis plus d'un an, l'apparition de véritables gangs dans les villes, à Naplouse plus particulièrement, suscite un sentiment d'insécurité grandissant.

Les chefs des services - pléthoriques - de sécurité ont aussi des ambitions personnelles. Le grand risque, en cas de disparition de Yasser Arafat, et en l'absence de toute solution politique, est de voir apparaître une guerre civile entre chefs des services de sécurité et entre groupes paramilitaires locaux, plus ou moins manipulés.

La relève, en termes de leadership, est fondamentalement compromise en l'absence de toute perspective politique. De plus, la politique d'élimination par Israël des cadres et responsables des groupes armés comme des organisations politiques empêche toute formation d'une véritable « élite », un processus qui nécessite du temps. La période actuelle est marquée par l'absence de programme politique alternatif qui puisse constituer un véritable espoir tangible, avec une capacité à entrer dans la réalité, à brève échéance. Il n'y a que le programme de l'Autorité - de l'OLP - qui existe, sachant que sa mise en œuvre est impossible à court ou à moyen terme. L'impasse est donc totale.

Le leadership ne peut se créer sur la base d'une idéologie alternative, puisque toute alternative est vouée à l'échec du fait de l'occupation israélienne. Face à une telle négation des aspirations nationales palestiniennes de la part de l'occupant israélien, le seul discours qui a de la force est le discours religieux. D'où le poids de Hamas, non pas tant en tant que discours politique mais en tant que pratique identitaire.

PLP : On semble assister, avec cette seconde Intifada, à la marginalisation des classes moyennes mais surtout de l'intelligentsia et de la bourgeoisie nationale urbaine qui ont perdu le rôle dirigeant qu'elles occupaient lors du premier sou-

lèvement. L'un des aspects de la crise interne n'était-il pas à chercher dans la lutte âpre pour le contrôle des camps que livre notamment l'Autorité, mais aussi les islamistes, sachant que les camps ont toujours été des bastions nationalistes par excellence fournissant le gros des troupes de la résistance ?

◀ **J-F.L.** : L'Intifada actuelle, en effet, n'est pas menée par les milieux sociaux qui ont fait la première Intifada. Mais il n'est pas exact de dire que les camps de réfugiés sont les seuls bastions nationalistes qui fournissent le gros des troupes. Le nationalisme palestinien a toujours eu des bases en ville et dans les villages, et les camps ne jouent pas un rôle particulièrement moteur dans le soulèvement actuel.

Il est vrai que jusqu'à l'arrivée de l'OLP et la mise en place de l'Autorité palestinienne, les réfugiés des camps avaient été totalement exclus des cercles politiques et des structures de pouvoir existantes. Ce n'est qu'avec l'Autorité que des personnalités des camps ont trouvé une place dans les rouages mêmes de l'appareil bureaucratique. C'est là, en effet, l'une des nouveautés.

PLP : Peut-on toujours dire que le nationalisme, et non l'islam, reste le vecteur principal de la dynamique des islamistes palestiniens ?

◀ **J-F.L.** : La grande différence entre, d'une part, Hamas et Jihad palestiniens et, d'autre part, le Hezbollah libanais, c'est que le Hezbollah est fondamentalement un mouvement politique de représentation d'une communauté (les chiites) particulière au sein du peuple libanais. Hamas n'est bien évidemment pas l'incarnation des sunnites palestiniens ; tout le monde en Palestine est sunnite sauf les quelques chrétiens (et la poignée de Samaritains). Hamas est, à la base, un mouvement de socialisation religieuse - sur le modèle des Frères musulmans d'où il est issu -, qui s'est trouvé contraint de faire du politique lors de la première Intifada. Mais son identité première reste forte. Lorsque la situation le permet, ou lorsque la pression est trop forte, Hamas sait se replier sur sa première identité :



© Georges Bartoli (Maxppp)

la mobilisation de la société sur une base religieuse. Son rôle social et de palliatif des carences de l'État et face à l'occupant vise à créer une solidarité pour faire passer un message religieux.

Vu sous un aspect strictement politique, Hamas apparaît cependant comme un mouvement nationaliste qui se bat pour la Palestine et non pour un islam politique mondialisé. A la différence d'autres formations islamistes, il n'a jamais élaboré de texte programmatique en vue de la création d'un État islamique en Palestine.

PLP : Quel est l'état des rapports de forces entre nationalisme et islamisme ? Le mouvement islamique palestinien se situe-t-il toujours dans le cadre du projet d'État national circonscrit aux territoires de 1967 ou remet-il en cause le « compromis historique » de partage de la Palestine historique en deux États souverains ?

◀ **J-F.L.** : Sur le fond, il ne fait pas de doute pour le mouvement Hamas que l'ensemble de la Palestine est une terre islamique, de la « mer au fleuve » selon son expression. Cette terre, conquise par le Prophète, reste islamique jusqu'à la fin des temps. Le fait que la souveraineté échappe à l'islam ne peut être que provisoire et elle sera rétablie, à un moment ou à un autre, par la volonté divine. Dans la pratique, témoin de son pragmatisme politique, la position émise de façon constante par l'ensemble des dirigeants du Hamas depuis au moins 1995 est que le mouvement est prêt à conclure une *hudna* (trêve) à deux conditions : le retrait par Israël de l'ensemble des territoires occupés en 1967 (et ainsi le démantèlement de ses colonies); l'absence de reconnaissance par les Palestiniens de la légitimité de l'existence de cet État

(Israël). Fort de ces deux éléments, la coexistence entre Israël et la Palestine est possible. On retrouve, ainsi, une position assez proche de celle de l'OLP affirmée en 1974 – la création d'un État palestinien sur toute partie libérée de la Palestine.

Des divergences existent, en revanche, au sein du mouvement sur la place à accorder respectivement aux activités militaires et politiques et aux activités religieuses. Le courant traditionnel de type « Frères musulmans » (association d'où est issu Hamas) est incarné de façon continue par Cheikh Ahmed Yassine, tandis que la tendance plus politique est représentée par Abdel Aziz Rantissi et les dirigeants à l'étranger ; la ligne militaire a, quant à elle, été créée par Salah Shehadeh. Dans l'histoire de Hamas, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre qui l'a emporté. Aujourd'hui le pouvoir se situe entre les deux pôles Yassine-Rantissi. Guide spirituel incontesté du mouvement, Cheikh Yassine a, jusqu'à présent, réussi à imposer ses vues, même si cela n'a pas toujours été facile et que des initiatives individuelles tentent régulièrement de le court-circuiter.

Au-delà de ces tensions, tous les courants sont, en revanche, unanimes sur le fait de circonscire le champ d'action aux limites de la Palestine. Hamas n'inscrit pas son combat dans le cadre d'un internationalisme jihadiste, de type Ben Laden ou autre, et l'exclut de la scène internationale (à la différence de l'OLP des années soixante-dix, par exemple).

En terme de soutien idéologique, le rapport de forces entre islamisme et nationalisme est quasiment en équilibre et ce n'est pas nouveau. Depuis une quinzaine d'années, on observe en effet une parité

dans les élections professionnelles – étudiantes, syndicales ou autres. Fatah fait le même score que Hamas. Tantôt l'un l'emporte de peu, tantôt c'est l'autre. A ceci près que la quasi totalité des conseils étudiants est aujourd'hui entre les mains de Hamas, à l'exception d'Al-Azhar à Gaza, de l'université américaine de Jénine et de l'université catholique de Bethléem.

Bon nombre d'analystes et certaines parties en présence – en particulier les Israéliens mais aussi les nationalistes palestiniens – brandissent comme un épouvantail la possibilité que Hamas prenne le pouvoir et la succession de l'OLP, à l'occasion d'un retrait unilatéral d'Israël ou dans le cadre d'élections générales. Je n'y crois pas : dans un scrutin national, le comportement des Palestiniens sera très différent, et là je renvoie à tout ce que j'ai dit précédemment sur les solidarités locales, le mode de vote de la population n'étant pas idéologique. Il en va tout autrement en cas d'élections municipales et malgré l'absence d'éléments de comparaison – puisqu'un tel scrutin n'a jamais eu lieu à l'échelle nationale depuis 1976 (à une époque où Hamas n'existait pas) : les candidats du Hamas risquent d'obtenir de très bons scores car là ils seront dans leur élément localiste. C'est la raison pour laquelle l'Autorité palestinienne n'a jamais voulu organiser de scrutin local. Yasser Arafat savait qu'il pouvait échouer à y gagner la majorité.

■ **Propos recueillis par Claire Moucharafieh**

Entretien relu et amendé par l'auteur.

Jean-François Legrain est chercheur au CNRS/ GREMMO (Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient), basé à Lyon. Il occupe depuis sa renaissance l'ancien poste de rédacteur en chef de la revue d'études *Maghreb-Machrek*. Ses travaux en cours concernent le système politique palestinien et la formation des élites en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Auteur de deux ouvrages *Les voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, (CEDEJ), 736 p., 1991, et *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie (janvier 1996)*, Les Cahiers du CERMOC n°22, 452 p. 1999, ainsi que d'un *Guide de Palestine-sur-Web* (<http://www.mom.fr/guides/palestine/palestine.html>).